

PLACE FINANCIÈRE

Vivez l'expérience sur paperjam.lu/dossiers-editions



Nicolas Mackel
CEO
(Luxembourg for Finance)

Lynn Zoenen
Conseillère économique
(Chambre de commerce)

Michel-Edouard Ruben
Économiste
(Fondation Idea)

TABLE RONDE BREXIT

LA CRAINTE DU REVERS DE LA MÉDAILLE

Dans le contexte d'un Brexit à l'issue toujours incertaine, la Place luxembourgeoise se voit renforcée par l'arrivée d'acteurs londoniens. Mais à plus long terme, la dégradation des relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni pourrait jouer en sa défaveur.

Quand certains peuvent se réjouir des opportunités découlant du Brexit, avec la relocalisation d'activités établies à Londres sur le territoire européen, il faut aussi pouvoir considérer les conséquences moins positives d'une telle rupture à plus long terme. «Londres est un partenaire fort du Luxembourg, notamment en faveur de la libéralisation des services financiers, face à d'autres pays influents comme la France ou l'Allemagne. C'est un allié dans la défense de l'ouverture du marché sur

laquelle se fonde le modèle luxembourgeois», explique Lynn Zoenen, conseillère économique en charge notamment des questions relatives au Brexit, au sein de la Chambre de commerce.

UNE INCERTITUDE LATENTE

En attendant l'issue des négociations, il est cependant difficile de savoir sur quel pied danser. «Plus que de risques ou d'opportunités vis-à-vis de la situation, il faut parler d'incertitudes. Le risque peut être évalué et appréhendé au

départ d'éléments connus, de probabilités. Ici, nous sommes confrontés à une situation inédite», commente Michel-Edouard Ruben, économiste au sein de la Fondation Idea. De nouvelles barrières fiscales et douanières, plus ou moins importantes, pourraient s'ériger. Des procédures administratives nouvelles pourraient aussi freiner les échanges entre les deux pôles, avec des répercussions sur les entreprises qui y importent ou exportent des biens.

«Évidemment, tout le monde aimerait un accord qui structure et organise les échanges de manière raisonnable, confie Nicolas Mackel, CEO de Luxembourg for Finance. Réalistes, les entreprises ne s'attendent pas à ce que le brouillard au niveau de la Manche se lève rapidement. Leur souci, dans le contexte actuel, est de s'assurer de pouvoir être opérationnelles, quel que soit l'accord qui interviendra, tout comme en absence d'accord.» ♦ S.L.